



# « L'université de demain », selon Emmanuel Macron

Lors du congrès de France Universités, le chef de l'Etat et appelé l'université à être « plus efficacement professionnalisante »

Une invitation à augmenter les droits d'inscription à l'université ? A remettre en question le système dual entre grandes écoles et universités ? A repenser la réforme du lycée ? Jeudi 13 janvier, dans un discours de près d'une heure en visioconférence, Emmanuel Macron a revendiqué de dire les choses avec « clarté et franchise » en clôture du congrès de France Universités – nouvelle appellation de la Conférence des présidents d'université dévoilée à l'occasion des cinquante ans de l'association. Il n'a pourtant exposé qu'à demi-mot sa stratégie « pour les dix ans à venir » dans le domaine de l'enseignement supérieur, en tant que potentiel futur candidat à la présidentielle.

Soucieux de « regarder la réalité en face », le chef de l'Etat a regretté « l'intolérable gâchis » de l'échec en première année de licence, où, dit-il « seuls 50 % des étudiants se présentent aux examens ». Pourtant, des moyens ont été déployés depuis 2017 pour la création de 84 000 places supplémentaires en première année de licence, dont 29 000 dans des parcours d'accompagnement personnalisé, ainsi que pour la revalorisation des bourses durant trois années consécutives.

Dans une conclusion sibylline laissant entendre que de nouvelles formes de financement doivent être trouvées par les universités, Emmanuel Macron a estimé qu'« on ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants, où un tiers des étudiants sont considérés comme boursiers et où, pourtant, nous avons tant de précarité étudiante, et une difficulté à financer un modèle beaucoup plus financé par l'argent public que partout dans le monde ».

## « Travail de clarification »

L'Elysée confirme, vendredi 14 janvier, qu'« il n'est pas interdit d'avoir des financements privés a fortiori dans le cadre du développement de l'innovation et la création de start-up dans les universités, ou dans le cadre de la formation continue tout au long de la vie », deux leviers que le président de la République appelle à développer. Mais, promet-on, « l'Etat a investi dans l'université et continuera d'y investir ».

Pas question d'inciter les établissements à augmenter les droits d'inscription des étudiants – malgré une volonté en ce sens en 2018 visant les étudiants venus de pays extracommunautaires, finalement peu suivie par les présidents d'université. « Le chef de l'Etat n'a fait là que dresser des constats », cadre l'Elysée.

Au sujet de l'orientation des bacheliers, Emmanuel Macron a observé que Parcoursup, « formidable réussite », reste un sujet pas encore « complètement traité », nécessitant « un travail de clarifi-

## Le président de la République a regretté « l'intolérable gâchis » de l'échec en première année de licence

cation, d'orientation de terrain, de simplification », notamment « dans certaines filières » lesquelles correspondent à de nouveaux cursus « courts » qu'il faudrait intégrer à la plate-forme d'affectation dans l'enseignement supérieur, précise l'Elysée.

Le président de la République a ensuite souhaité « repenser tota-

lement le lien entre le lycée et l'université ». « Nous devons investir dans un travail d'orientation dès le collège, repenser profondément l'orientation de nos adolescents et de nos jeunes pour ne pas que ce soit un choix soudain où on laisse parfois des familles bien démunies quand il s'agit de rentrer [les choix de filières] dans l'application », a-t-il précisé.

Entre les lignes, un nouveau constat de demi-échec de la réforme du lycée et de ses cinquante-quatre heures annuelles consacrées à l'orientation depuis 2018. Dans les faits, ces heures sont financées à la discrétion de chaque établissement et selon ses propres moyens, aucun horaire n'étant réservé à cette tâche dans les obligations de service des enseignants.

L'université a besoin d'une « transformation systémique » afin qu'elle ne fasse pas que « garantir l'accueil des étudiants dans une formation mais [également] garantir l'orientation des jeunes vers l'emploi », a enfin exhorté le chef de l'Etat, appelant celle-ci à « devenir plus efficacement professionnalisante » et ce, dès le premier cycle, indique l'Elysée au lendemain du discours.

Quant aux grandes écoles, grandes absentes de ces « perspectives », Emmanuel Macron n'y a fait référence qu'à travers l'évocation de l'« aristocratie égalitariste » française, un « système révolu » où « les grandes écoles et organismes de recherche étaient supposés s'occuper de l'excellence et de la formation des élites, et les universités de la démocratisation de l'enseignement supérieur et de la gestion des masses ».

Ce modèle « ne correspond pas à la compétition internationale et crée des barrières et des segmentations inefficaces ». Demain, a assuré le chef de l'Etat, « ce sont nos





*universités qui doivent être les piliers de l'excellence, le centre de gravité pour la recherche comme pour la formation ». A travers les regroupements d'établissements, seuls à même de permettre de « se hisser dans le classement de Shanghai ». ■*

**SOAZIG LE NEVÉ**

